

Alternatives au flicage basées sur la justice handie

Par The Abolition and Disability Justice Collective

Criper* l'abolition

L'abolition ne se limite pas à mettre fin aux espaces et aux pratiques d'incarcération et de flicage*. Fondamentalement, l'abolition consiste aussi à imaginer de nouveaux modes de vie, de telle sorte qu'il deviendrait impensable de vivre dans un monde où les prisons, la police et les autres systèmes carcéraux seraient des solutions aux problèmes sociaux. De plus, l'abolitionnisme ne consiste pas seulement à créer de nouvelles réponses face aux crises, mais aussi à créer un nouveau monde où l'on puisse s'épanouir et qui soit donc moins propice aux crises.

Les prisons et le flicage ne sont pas les seuls systèmes carcéraux. Investir dans le travail social et les institutions psychiatriques est souvent présenté comme une "alternative" à la police et aux prisons. Mais les systèmes de santé mentale sont également carcéraux et punitifs. À la merci de ces systèmes de flicage soi-disant "plus doux", les personnes neurodivergentes et/ou handies sont à la fois soumises à la violence, à l'incarcération et à la discrimination et sont aussi exclues des prises de décisions impactant directement leur vie.

Les abolitionnistes ont inventé le terme "complexe carcéro-industriel" pour souligner que le problème ne se résume pas aux prisons, mais que le système économique capitaliste est structuré par des institutions punitives. De façon similaire, nous devons aussi mettre fin au complexe médico-industriel qui est structuré, non pas sur

des systèmes de soins, mais sur le profit. Ainsi, une perspective abolitionniste ancrée dans la justice handie doit également être anticapitaliste.

Nous ne devons pas reproduire les systèmes que nous essayons d'abolir. Les solutions dont nous avons besoin exigent de centrer les besoins, les idées et les témoignages des personnes qui sont à l'intersection de plusieurs vulnérabilités afin de créer les communautés propices à la vie que nous désirons et méritons.

Nous honorons et soutenons les organisateurs et organisatrices ainsi que les communautés qui nous ont offert les pratiques et les principes de la justice transformatrice et de la justice handie, nous poussant à questionner notre volonté et notre désir de nous débarrasser d'individus en cas de violence, de traumatisme ou de crise. Ces principes exigent de désinvestir les solutions carcérales existantes qui normalisent le fait de mettre à l'écart et de négliger les gens, en se demandant : qui décide des "normes" qui déterminent quelles personnes devraient subir la mise à l'écart, la négligence et la précarité ? Le fait de savoir qu'il n'existe pas une seule "norme" possible nous pousse à imaginer des communautés où il va de soi que tout le monde ait accès à un logement stable ; à une alimentation nutritive et à l'eau potable ; à des bâtiments, des rues et des infrastructures accessibles ; à une éducation gratuite ; à des soins de santé bienveillants et gratuits ; et à des pratiques et des espaces de rétablissement antiracistes, gérés par des pair'es et centrés sur les survivant'es.

Nous ne vivons pas dans le monde que nous méritons. C'est-à-dire que nous ne vivons pas dans un monde où chaque personne parmi nous est appréciée et estimée, non pas pour ce qu'elle produit, mais pour ce qu'elle est. Nous méritons un monde où nos expériences vécues et nos identités ne sont pas médicalisées,

marchandisées, pathologisées et criminalisées, mais où chaque personne est encouragée et soutenue dans sa résilience et son développement. Nous luttons pour faire reconnaître notre valeur et notre humanité.

Alors que les soulèvements et les appels à mettre fin à l'incarcération et au flicage sous toutes leurs formes se poursuivent, nous devons honorer l'héritage des personnes survivantes et organisatrices noires, autochtones, non-blanches, queer, trans, intersexes et non-binaires, immigrées, migrantes et réfugiées, handies et neurodivergentes, femmes et fems, jeunes ou âgées, dont la résistance et la résilience nous ont conduit'es à vivre ce moment. Alors que nous soutenons l'appel des organisateurs et organisatrices ainsi que des mouvements noirs à définancer la police [*#DefundThePolice*] et à investir dans les communautés noires, des questions émergent sur la manière dont nous assurons la sûreté de la population, en particulier des personnes perçues comme "dangereuses", "déficientes" ou "instables" en raison de leur neurodivergence, de leurs différences de santé mentale ou de leurs handicaps.

En tant qu'abolitionnistes survivant'es de la psychiatrie, personnes handies et leurs complices, nous pensons qu'il est nécessaire de dénoncer les racines validistes et sanistes des stratégies qui reposent sur la médication forcée, l'institutionnalisation, la surveillance et le contrôle.

La réalisation que la police ne garantit pas notre sécurité se répand de plus en plus et les gens se demandent : qu'est-ce qui garantit vraiment notre sécurité ? Comment devrions-nous gérer les choses qui conduisent en général les gens à appeler la police ? Certaines des propositions qui émergent sont préoccupantes, car elles suggèrent que nous devrions remplacer le flicage et les prisons par du travail social,

des traitements de santé mentale et des hospitalisations. Le problème est que l'incarcération médicale et psychiatrique fait partie du système global de flicage et d'incarcération que nous devons démanteler. L'autorité médicale et psychiatrique fait intrinsèquement partie de l'autorité de la police et des prisons.

Les abolitionnistes de la police et des prisons ont mené ces débats, dénonçant comment les réformes qui cherchent à modifier les règles que la police est censée suivre ou à proposer de nouvelles technologies ou formations ont à chaque fois été des échecs, parce que le flicage est un système fondamentalement anti-noir'e, anti-autochtone, raciste, validiste, anti-pauvre, patriarcal, anti-queer, anti-trans et anti-immigration.

Il fonctionne comme prévu. Nous ne pouvons pas le réparer, nous devons y mettre fin.

Principes fondamentaux abolitionnistes basés sur la justice handie

Notre tâche est d'imaginer et de construire un monde où chaque personne a le pouvoir de mener une vie épanouissante sans craindre le flicage, la discrimination, la violence ou l'isolement. Nous devons toutes participer si nous voulons construire des communautés durables capables de survivre aux tempêtes politiques, environnementales et sociales qui nous entourent partout dans le monde – des communautés où nous n'avons pas à craindre d'être entièrement nous-mêmes.

L'appel "*we keep us safe*" nous rappelle que les solutions doivent donner les moyens à tout le monde, y compris aux personnes handies et neurodivergentes, d'exercer leur autodétermination avec bienveillance et compréhension. Nous méritons toutes les ressources, le soutien, la formation et l'éducation dont nous avons besoin pour nous aimer et nous protéger individuellement et mutuellement.

Suivant les principes de la justice handie énoncés par Sins Invalid, nous proposons ces principes comme alternatives au flicage et à l'incarcération :

Le mouvement doit être mené par les personnes les plus touchées

- Les politiques, les pratiques et les principes doivent être créés par les personnes les plus affectées par les systèmes de flicage et de contrôle. Il n'existe pas d'approche uniforme qui fonctionne pour chaque personne touchée par le validisme et le sanisme et les solutions doivent correspondre aux situations individuelles concrètes.

- Toutes les initiatives doivent être non coercitives et se faire avec le consentement de la personne qui a besoin de soutien, de soins ou d'apaisement.
- Les programmes, les ressources et le soutien initiés et dirigés par des pair'es doivent être financés et privilégiés par rapport aux institutions et interventions psychiatriques.
- Nous devons faire valoir le rôle décisionnel, l'expérience, les désirs et les besoins des personnes neurodivergentes et/ou handies avant ceux des professionnel'les.
- Nous devons financer et développer le travail éducatif et culturel crée et mené par des personnes ayant une expérience vécue, afin de dénoncer la stigmatisation validiste et saniste dans nos communautés.
- Chaque dispositif doit être entièrement accessible dans la langue, la culture et l'identité des gens plutôt que de constituer un traitement excluant, uniforme et standardisé. Nous voulons un large éventail d'options de soins au lieu d'un cadre étatique standardisé. Les soins doivent être centrés sur la personne, accessibles et fondés sur les besoins et l'identité spécifiques d'un individu.

Centrer le soutien et l'intervention communautaires – Une meilleure formation

- Chaque enfant et adulte devrait avoir les moyens de développer les compétences indispensables à la sûreté. L'éducation doit être gratuite, inclusive et accessible. Elle devrait être dispensée en plusieurs langues, y compris en langues des signes. Les

personnes neurodivergentes et/ou handies devraient pouvoir à la fois enseigner et étudier. Cela doit inclure :

- Une éducation sexuelle complète, inclusive des perspectives LGBTQ et handies et centrée sur le consentement
 - Le désamorçage de crise
 - L'intervention en tant que témoin
 - La médiation et le conflit génératif
 - Les premiers secours
 - L'autodéfense
 - Les soins post-événement et le soutien prolongé
-
- Les alternatives devraient privilégier les stratégies proactives visant la sûreté, plutôt que les stratégies réactives et fondées sur la punition. Nous devons nous concentrer sur des solutions qui maintiennent les gens dans leur communauté et les stabilisent grâce à des ressources d'entraide, des réseaux de relations sociales et d'associations, ainsi qu'un accès au logement, au travail et à l'espace public. Nous devons développer des outils accessibles tels que les Mad Maps, les plans de sûreté, les Pod Maps et les T-Maps.

Fournir directement des ressources aux gens

- Nous devons mettre en place des soutiens, des services, une éducation et un logement au niveau de la communauté pour tout le monde, en toute occasion. Tout le monde peut vivre dans la communauté, quel que soit son handicap ou autre condition. Nous devons prioriser l'accès à un logement abordable et accessible, aux

services de garderie, aux soins de santé, aux transports et à l'alimentation en tant qu'éléments essentiels au bien-être et la sûreté collectives.

- Toutes ces soutiens et ces services doivent éviter de causer davantage de dommages. Ils doivent mettre en avant le rôle décisionnel des personnes noires handies. Ils doivent également encourager le rôle décisionnel d'autres personnes marginalisées. Ils doivent être fournis de la manière qui convient aux gens et qui respecte leurs choix. Ils doivent être accessibles et éviter d'imposer des valeurs culturelles.
- L'accessibilité et la sûreté collectives devraient être au centre de ces efforts et non abordées après-coup. La révolution sera accessible.

Démanteler le validisme et décriminaliser nos vies

- Les alternatives doivent éviter d'être empreintes de validisme/sanisme. Cela signifie que nous ne devons pas pathologiser ou médicaliser les personnes et les difficultés (y compris les personnes irresponsables au pouvoir, ou les gens qui diffèrent fortement des corps ou des états mentaux normatifs) ; l'objectif ne doit pas être de valider la norme, mais de la remettre en question et de la changer.
- Nous devons privilégier la réduction des risques. Nous sommes favorables à la décriminalisation de l'usage de drogue, du travail du sexe, de la mendicité et à la suppression des autres politiques de "tolérance zéro" qui impactent disproportionnellement les personnes handies et sans logement.

- Nous devons financer et développer des programmes visant à fournir des ressources et des formations sur les pratiques et les processus de médiation, de restauration et de responsabilisation qui permettent l'apaisement et la réintégration accompagnée.
- Nous devons décriminaliser et déstigmatiser le suicide. L'hospitalisation sous contrainte et la criminalisation du suicide empêchent beaucoup de gens ayant besoin de soutien d'y avoir accès. Nous devons parler ouvertement du suicide, le déstigmatiser et le décriminaliser afin d'offrir aux gens le soutien nécessaire.

Les réformes à éviter :

1. Les réformes qui remplacent le flicage et la criminalisation par des services sociaux ou médicaux obligatoires.

○ Y compris celles qui remplacent l'emprisonnement par d'autres formes d'incarcération, comme dans un foyer de groupe, une maison de retraite, un centre de traitement de la toxicomanie ou un hôpital.

○ Y compris celles qui semblent bénignes, comme les visites de contrôle qui servent à surveiller et à limiter l'accès des gens à d'autres services (comme l'éducation et le logement).

Les services sociaux et de santé obligatoires ne sont pas moins dommageables que nos systèmes de flicage et de mise en cages. Dans ces contextes, les personnes

neurodivergentes et/ou handies sont systématiquement maltraitées et privées des prises des décisions concernant leur propre vie.

2. Les réformes qui exigent d'accepter des médicaments ou tout autre traitement forcé pour éviter l'incarcération/ l'hospitalisation ou pour bénéficier d'autres services (tels qu'un logement ou des prestations sociales).

Les personnes neurodivergence et/ou handies ont autant le droit que n'importe qui d'autre de prendre des décisions sur quoi manger et porter, où vivre et quels médicaments et thérapies utiliser. Le fait de forcer les gens à rester sous médicament ou en thérapie pour pouvoir accéder à leurs besoins vitaux est une pratique abusive et coercitive.

3. Les réformes qui augmentent le budget des services de soins sous contrainte comme les hôpitaux psychiatriques ou la psychiatisation en général, ou encore les visites obligatoires (par du personnel de santé, les services de protection de l'enfance, etc.)

Ces systèmes fonctionnent avec le même niveau de pouvoir et de manque de responsabilisation que la police. Les personnes subissant ces systèmes n'ont que peu de leviers de justice ou d'équité. Tout système doit rendre des comptes aux personnes qu'il sert.

4. Les réformes qui reposent sur l'usage de la contention ou de la punition corporelle, comme le taser.

Le validisme renforce l'idée que les personnes neurodivergence et/ou handies sont intrinsèquement dangereuses et doivent être soumises au traitement forcé, à l'institutionnalisation, à la contention et au contrôle. Tout cela est violent et coercitif. De fait, les personnes handies sont beaucoup plus susceptibles d'être des victimes de violence et ces pratiques ne font qu'accentuer la violence qu'elles subissent déjà.

5. Les réformes qui imposent un fichage, un contrôle ou une surveillance.

Ces systèmes traitent les personnes neurodivergences et/ou handies comme des crises à gérer, plutôt que comme des personnes qui, comme tout le monde, ont besoin de systèmes de soin soutenant pour s'épanouir au mieux. La surveillance et le contrôle sont considérés comme des soins ; cependant, ils fournissent l'assise à la criminalisation ultérieure des personnes handies. Par exemple, les personnes handies sont souvent pénalisées (y compris par des amendes) si elles ne respectent pas leurs rendez-vous ou leurs programmes de soin. Les systèmes de repérage permettent aux systèmes carcéraux de criminaliser plus facilement les personnes handies.

6. Les réformes qui reposent sur l'usage du signalement obligatoire

Le signalement obligatoire en cas de violences conjugales a en réalité augmenté le nombre de représailles et de violences contre les survivant'es. Cela prive également les survivant'es de la possibilité de choisir s'ils veulent passer par le système de justice pénale et force les survivant'es immigré'es à coopérer avec les services d'immigration et l'État. De même, les signalements et les visites de contrôle obligatoires ou spontanées des personnes ayant des idées suicidaires ou un comportement non normatif peuvent entraîner des dommages supplémentaires en

raison des systèmes médicaux et carcéraux auxquels ces personnes se retrouvent alors soumises.

7. Des réformes qui reposent sur l'extension des services de protection des majeurs et des services de protection de l'enfance.

Ces organismes ne permettent quasiment aucun contrôle sur leurs pouvoirs et ciblent souvent les familles avec enfants ou parents ayant un handicap. Nous savons que les familles noires, autochtones et les autres familles non-blanches, les familles avec des parents queer et trans, les familles immigrées, migrantes et réfugiées ainsi que les familles pauvres sont spécifiquement ciblées par le retrait des enfants du foyer. Le signalement obligatoire des enfants noir'es et non-blanc'hes survivant'es d'abus sexuels est une passerelle vers le système de placement institutionnel qui déchire les communautés et les familles et qui expose les enfants à des conditions tout aussi abusives en tant que "pupilles de l'État".

8. Les réformes qui fondent l'éligibilité au logement ou à d'autres services sur la sobriété, l'acceptation du traitement, l'absence d'automutilation ou d'autres critères restrictifs.

Ce type de critère d'éligibilité exclut les personnes qui ont le plus besoin de soins et de ressources vitales. Nous devons respecter l'autonomie et les mécanismes et stratégies d'adaptation et de survie de chaque personne.

9. Les réformes qui isolent et ségrèguent davantage les gens.

Les personnes handicapées sont souvent considérées comme un problème social devant être isolé de la société. Séparer et isoler les gens pour les "soigner" ou gérer les crises est une approche communément admise qui met en danger des personnes vulnérables et aggrave les dommages qu'elles subissent.

Glossaire :

Abolition : Perspective politique visant à créer une société qui élabore des moyens d'agir face aux dommages et aux conflits autrement que par la punition et l'incarcération. Il ne s'agit pas simplement de l'absence de prisons et de flicage, mais de la présence de nouvelles infrastructures, réseaux sociaux et institutions qui ne soient pas structurées par la violence, la domination, le capitalisme racial et la jetabilité.

Autonomie : Capacité et droit d'une personne d'exercer un contrôle sur son propre corps, sans contrôle de l'État.

Coercition : Capacité de forcer une autre personne à atteindre un but souhaité.

Complexe médico-industriel : Réseau d'entreprises qui fournit des services et des produits de santé dans un but lucratif et au détriment du soin et du bien-être.

Complexe carcéro-industriel : Chevauchement d'intérêts gouvernementaux et industriels utilisant la surveillance, le flicage et l'emprisonnement comme solutions à des problèmes économiques, sociaux et politiques.

Décriminalisation : Cesser de traiter quelque chose comme un délit.

Justice handie : Perspective de libération qui vise la fin du validisme en lien avec la fin de toutes les autres formes d'oppression.

Justice réparatrice : Perspective qui montre comment nous pouvons réagir et intervenir de manière holistique face aux traumatismes et à la violence générationnelle et apporter des pratiques collectives qui peuvent impacter et transformer les conséquences de l'oppression sur nos corps, nos cœurs et nos esprits.

Justice transformatrice : Cadre de lutte contre les dommages subis qui 1) crée de nouveaux systèmes de gouvernance et de relations sociales qui réduisent les dommages à la source et 2) s'appuie sur des processus de lutte contre les dommages subis qui tentent de transformer les conditions sociales qui ont donné lieu à ces dommages.

Mad Maps : Documents de santé que nous créons pour nous-mêmes afin de favoriser notre bien-être à travers des rappels de nos objectifs, de ce qui est important pour nous, de nos signaux d'alarme personnels et de nos stratégies pour un bien-être autodéterminé.

Médicaliser : Traiter un problème de justice comme s'il s'agissait d'un problème médical.

Neurodivergent'e : Avoir un cerveau ou des mécanismes mentaux dont le fonctionnement s'écarte considérablement des conceptions sociales dominantes de

la "normalité". Cela est fondé sur l'idée qu'il existe une diversité naturelle de fonctionnements cérébraux qui ne nécessitent pas de "remède".

Pathologiser : Traiter une chose ou une personne comme étant malsaine ou anormale et ayant besoin d'un "remède".

Plan de sûreté : Document qui aide et guide une personne lorsqu'elle subit des abus, une crise ou des dommages.

Pod Map : Document utilisé pour décrire la création de relations entre des personnes qui se tournent les unes vers les autres pour obtenir du soutien en cas d'expériences violentes, dommageables et abusives.

Punitif : Répondre à un dommage ou à un conflit par la punition.

Réduction des risques : Perspective visant à trouver des moyens plus sûrs de pratiquer des comportements à risque. Il s'agit en outre d'affirmer la conviction et le respect pour les droits des personnes lorsqu'elles adoptent un comportement à risque. C'est une philosophie qui peut être mise en pratique quotidiennement par tout le monde, dès lors que l'on se trouve face à des situations à haut risque.

Sanisme : Oppression et stigmatisation des personnes perçues comme neurodivergentes et pression culturelle à être perçues comme des personnes saines/rationnelles/mentalement normales.

Sanitarisme : Système de valeurs dans lequel les personnes qui s'écartent des standards de santé normatifs (ancrés dans le racisme, le capitalisme, l'âgisme, le

validisme et la transphobie) sont soumises à des systèmes de punition et d'exclusion. Au lieu de prendre en compte et de lever les obstacles structurels à la guérison, aux soins de santé non coercitifs et centrés sur la communauté, le sanitarisme impose des systèmes qui blâment et nuisent à l'individu malade ou en souffrance.

Signalement obligatoire : Obligation légale pour les professionnel·les de signaler les crimes, les abus ou l'automutilation aux autorités légales.

Validisme : Oppression subie par les personnes handicapées, ou perçues comme handicapées et/ou les personnes qui sont en dehors des définitions acceptées de la normalité.

Ressources (en anglais) :

Recommandations

- Alternatives To Calling Police During Mental Health Crises
- Fireweed Collective
- TransformHarm.org
- #AcceptUs #NotKillUs
- Crip Justice: Police Violence Against Peoples with Disabilities
- Everyday Abolition's interview with Leroy Moore
- Where Is Hope – The Art of Murder, Police Brutality Against People With Disabilities
- HEARD – Helping Educate to Advance the Rights of Deaf Communities
- We Can't Breathe: The Deaf & Disabled Margin of Police Brutality Project

- Harriet Tubman Collective
- Mad Queer Organizing Strategies
- Mirror Memoirs
- Sins Invalid
- Project LETS
- Krip-Hop Nation
- CAT-911
- RESOURCES from LiatBenMoshe.com

Livres

- Disability Incarcerated
- Decarcerating Disability
- Prison by Any Other Name
- Beyond Survival: Strategies and Stories from the Transformative Justice Movement

Articles/Réflexions/Blogs

- Disability Justice and Abolition
- Disability Solidarity: Completing the Vision for Black Lives

Chiffres/Études

- Child Abuse, Neglect kills Hundreds in view of Authorities
Violence against adults and children with disabilities
- The Florida Organization That's Tracking People With Mental Illnesses
- Disability is a hidden side of the police violence epidemic

Media

- Disability Justice and Abolition

- Disability Justice and Transformative Justice
- Where is Hope? The Art of Murder
- Krip Hop Album on Police Violence and Race/Disability
- Disability Liberated

* *Crippling* en anglais signifie donner une perspective *crip* à quelque chose, autrement dit inclure la perspective des personnes handies sur un sujet donné. *Crip* est un terme inclusif pour représenter tous les handicaps, qu'ils soient physiques ou psychologiques. Le mot *crip* n'existe pas dans le dictionnaire anglais officiel. Il est dérivé du nom *cripple* qui signifie « estropié, boiteux, infirme, invalide » et sa consonance fait aussi probablement référence à "*creep*" qui désigne des petites bêtes bizarres, une forme de sous-espèce. C'est une réappropriation d'un mot stigmatisant (voir *l'Introduction à la théorie Crip*, de Charlotte Puisieux). *Criper l'abolition* signifie donc prendre en compte les perspectives handies dans le mouvement abolitionniste et ainsi éviter que ce mouvement soit validocentré (centré sur la perspective des valides).

* Le terme anglais "policing" n'ayant pas de strict équivalent en français, il sera traduit selon le contexte par "police" lorsqu'il s'agit des corps policiers ou "flicage" lorsqu'il s'agit de l'ensemble des tactiques et stratégies habilitées par l'État et utilisées pour faire appliquer la loi et le contrôle social à travers l'usage de la force.